

Maingain entrouvre la porte, mais...

COMMUNAUTÉ Le parti amarante abandonne des exigences

- Week-end crucial pour tenter de renverser les majorités fédérées.
- CDH et MR pressent Défi d'entrer dans un exécutif francophone sans le PS.
- Maingain abandonne la condition d'une rupture MR-PS à Liège et Bruxelles. Pas celle de l'union francophone.

Lundi, les présidents du MR et du CDH attendaient impatiemment le retour de vacances du président de Défi. Pour qu'Olivier Maingain leur remette ses propositions/conditions pour rentrer dans une majorité de rechange à la Communauté française, après le divorce PS-CDH. C'est une épure en 80 points que leur a soumis le patron amarante. Au-

tant dire – singulièrement du côté libéral mais pas seulement – on a pris cela pour une façon déguisée de refuser l'invitation orange bleue. Donc de refuser de lâcher le PS, allié de Défi à Bruxelles.

Si les choses en restaient là, et que la crise se prolongeait, pas de doute : les libéraux et les centristes auraient rapidement accusé Olivier Maingain de ne pas aider à sauver la Communauté, qu'il prétend défendre. L'homme est malin. Il entrouvre donc la porte... sans renoncer à ses fondamentaux. Mais il fait un geste. Attendant en retour que MR et CDH en fassent autant.

« Je souhaite que l'on travaille au plus large consensus francophone, c'est la solution la plus pérenne »

Vendredi soir, Olivier Maingain nous confiait en effet en exclusivité : « Pour favoriser l'émergence d'une union franco-

phone indispensable et ayant pris acte que le MR considère que le PS est compatible en majorité en Province de Liège et à la Ville de Bruxelles, je ne cherche plus à faire un changement de majorité à Liège et Bruxelles : les électeurs se prononceront. » Voilà donc cette condition imbuvable pour les libéraux (et contraire à la législation wallonne s'agissant de Liège) abandonnée. Un obstacle de moins. Et qu'en est-il des exclusives contre des personnalités (dont Joëlle Milquet, inculpée) ? Maingain y renonce aussi : « Je ne focalise pas sur une personne, mais il faudra régler les questions de principe. Mais je n'en fais pas une condition à la conclusion d'un accord francophone. »

N'en déduisez pas pour autant que Défi renonce à toutes ses ambitions. Il maintient celle de réunir autour de la table, donc aussi dans une majorité, le maximum de partis (PS compris) : « Je souhaite que l'on puisse travailler au plus large consensus

francophone, qui est la solution la plus pérenne dans l'intérêt des francophones, pour renforcer la Communauté et mener des politiques efficaces à long terme. » C'est pour cela, ajoute-t-il, que « j'ai lancé le débat sur le décret inscription. Et j'ai pris acte de la possibilité de larges convergences, ce qui est positif pour les parents et les enfants. Et offre l'assurance que ces choix seront inscrits dans la durée ».

Conclusion ? « Je pose les gestes d'apaisement pour veiller à préserver l'union francophone. J'espère que cela permettra à chacun d'y réfléchir ce week-end et que l'on pourra dépasser les exclusives. » Défi ouvre la porte à des négociations avec MR et CDH ? « J'ouvre la porte à tous les autres partis, répond finement Maingain, pour qu'ils s'assoient à la table avec nous. Je ne maintiens pas certaines exigences. Nous devons tous être capables de dépasser les exclusions pour travailler à l'union francophone. » ■

MARTINE DUBUISSON

les négociations Benoît Lutgen et Olivier Chastel à l'assaut de Défi

ANALYSE

Le week-end s'annonce torride en coups de fils et contacts entre présidents de partis. Les négociations pour la formation d'un gouvernement francophone doivent en principe débiter lundi, prochain, sinon rien. Où en était-on vendredi ? Voici...

En Région bruxelloise, l'option du *statu quo* semble gagner en crédibilité chaque jour. La situation y est en effet beaucoup plus compliquée qu'aux autres niveaux de pouvoir. Si on considère qu'Ecolo est hors-jeu (comme l'a encore précisé le co-président

Patrick Dupriez en début de semaine), l'hypothèse restante, dans l'optique d'un renversement d'alliance, est celle d'une coalition MR-Défi-CDH, qui obtiendrait tout juste les 37 sièges nécessaires pour avoir une majorité côté francophone (lire ci-contre).

Il y a un hic, et pas des moindres : si le président de Défi Olivier Maingain a entrouvert la porte d'une majorité à la Fédération Wallonie-Bruxelles, il n'est visiblement pas prêt à remettre en cause l'accord de gouvernement bruxellois qu'il a négocié

avec le PS, le CDH, le VLD, le SPA et le CD&V en 2014. Le ministre Didier Gosuin ne cesse d'ailleurs pas de répéter qu'il ne voit pas pourquoi on changerait la majorité bruxelloise.

Attention, N-VA !

La situation est d'autant plus compliquée que les ministres néerlandophones du gouvernement (le VLD Guy Vanhengel, le SPA Pascal Smet et la CD&V Bianca Debaets) n'ont pas l'intention de changer la majorité dans leur groupe linguistique. Depuis juin, ils s'affichent unis et

jusqu'à présent, rien ne semble menacer cette alliance, dont le garant est Guy Vanhengel – très proche du ministre-président Rudi Vervoort (PS).

Encore plus périlleux : à la capitale, la N-VA est en embuscade. Si MR et CDH parviennent à exclure malgré tout le PS, il y a fort à parier que le SPA, de la même famille politique, subira le même sort (en juillet, dans *L'Echo*, la ministre Céline Fremault s'en est prise à Rudi Vervoort et à Pascal Smet concernant la présence de membres de leurs cabinets à un séminaire du Samusocial à Spa).

Le seul parti qui pourrait remplacer le SPA, c'est Groen... qui ne montera pas sans son partenaire Ecolo. Qui ne veut pas rentrer dans une majorité. Le parti restant ? Les nationalistes. Ajoutez à cela un CDH bruxellois qui peine à maintenir son unité : la ligne dure de Benoît Cerexhe - « Pas question de continuer avec le PS, au risque de se retrouver dans l'opposition » - n'est pas celle tracée dans sa carte blanche par Joëlle Milquet (et Philippe Maystadt), appelant à « poursuivre avec les partenaires actuels au nom de la continuité de l'Etat ». Le flou est total.

A propos de flou... Quid, dans ces conditions, si (restons au

conditionnel, soyons prudents) tout continue, ou à peu près, à la Région bruxelloise ? Quid alors pour ce qui concerne la Fédération Wallonie-Bruxelles ? Deux options là.

La première : puisque Benoît Lutgen comme Olivier Chastel ont affirmé qu'ils voulaient gouverner sans le PS, il leur reste à convaincre Défi (Ecolo ne jouera pas dans la pièce) de les rejoindre afin de composer ensemble un gouvernement francophone, avec une ministre-présidence libérale-réformatrice en toute logique.

Casse-tête

Un scénario plausible sur pa-

pier. Olivier Maingain peut-il y adhérer ? S'allier au MR qu'il a décrié à gorge déployée depuis 2014 et son alliance avec la N-VA au fédéral ? Permettre à Benoît Lutgen - qui verrait là son appel du 19 juin porter ses fruits - de triompher politiquement, au moins provisoirement ? A contrario, la plupart souligneraient, s'il devait y aller, qu'il prendrait là ses responsabilités pour stabiliser l'institution francophone et que c'est tout à son crédit.

Le leader amarante doit peser en ce moment le pour et le contre. Un casse-tête. Sachant qu'au passage, il renoncerait à son option préférentielle pour la Fédération, consistant à réunir

PS, Défi, MR et CDH, cela parce que, on l'a dit, Olivier Chastel et Benoît Lutgen ont excommunié le PS.

Continuer avec les mêmes ?

L'autre option ? Si les protagonistes ne s'entendent pas, on continue avec les mêmes, PS et CDH. Le gouvernement Demotte poursuit la législature.

Une formule par défaut qui ne ferait pas écho à l'appel du 19 juin de Benoît Lutgen. Le président du CDH pourrait-il se satisfaire du renversement d'alliance en Wallonie ? Pas négligeable. Pas super. Demi-victoire, demi-défaite. Et beaucoup de bruit. ■

**ANN-CHARLOTTE BERSIPONT
DAVID COPPI**